

France. Les «gilets jaunes»: ce n'est qu'un début...

 alencontre.org/europe/france/france-les-gilets-jaunes-ce-nest-quun-debut.html



Réunion des représentants de différents ronds-points du département (Vosges) à Vagney

Par Alain Bihl

Tous ceux qui avaient pronostiqué voire espéré que le mouvement des « *gilets jaunes* » (GJ) ne franchirait pas le cap des fêtes de fin d'année en auront été pour leurs frais. Passée la traditionnelle trêve des confiseurs, les GJ sont réapparus dans le paysage, notamment sous la forme de leurs désormais rituelles manifestations du samedi. Néanmoins différents signes (des cortèges moins fournis, des blocages et des occupations de ronds-points moins nombreux) témoignent d'un essoufflement certain même si, localement, leur détermination peut rester entière. Inversement, des initiatives sont en cours pour relancer le mouvement sur de nouvelles bases. Le mouvement est donc visiblement à la croisée des chemins. C'est l'occasion d'en dresser le bilan et de tracer quelques perspectives pour son avenir.

Pourquoi le mouvement dure... et durera

On peut tout d'abord s'étonner que, plus de deux mois après son déclenchement, en dépit de conditions météorologiques et d'un calendrier défavorables, d'une répression policière encore plus dure qu'à l'ordinaire (j'y reviendrai), de son isolement relatif (il n'a pas reçu le soutien qu'il était en droit d'attendre des organisations syndicales et politiques de gauche (voir ci-après), le mouvement perdure aujourd'hui.

Sans doute faut-il y voir la puissance des ressorts qui ont animé les GJ depuis le début : une profonde colère née de décennies de dégradation des conditions de vie des couches populaires, d'aggravation des inégalités sociales de tous types sous l'effet de la crise structurelle durable du capitalisme et des politiques néolibérales, du cynisme et du mépris des élites sociales, politiques et médiatiques au profit desquelles ou par lesquelles ces politiques sont mises en œuvre ; une volonté de ne plus subir, de demander des comptes et

d'obtenir son dû la réaffirmation d'une fierté populaire intacte en dépit des coups pris et des situations subies. Mais tout cela n'aurait pu déboucher que sur un feu de paille, une révolte sans lendemain, comme tant de fois auparavant.

Si le mouvement a duré, c'est grâce à ses acquis, ou plus exactement ses conquits. Le premier et peut-être le principal d'entre eux reste impalpable pour ceux et celles qui n'ont pas directement pris part aux mobilisations multiformes des GJ – par exemple aux assemblées informelles autour des ronds-points. Pour une grande partie des GJ, ces mobilisations n'ont pas été seulement, souvent, les toutes premières de leur vie. Elles leur ont plus simplement et plus profondément offert l'occasion de sortir de leur isolement, de constater ce faisant que leur situation socio-économique dégradée était celle d'une immense foule de proches géographiques et de semblables sociaux jusqu'alors aussi anonymes qu'eux, de pouvoir du même coup se libérer au moins en partie de la souffrance et de la culpabilité de son propre échec social dont les GJ ont pu comprendre alors qu'il n'est pas dû d'abord à une déficience individuelle mais bien à des causes socio-économiques et politiques générales, de nouer à cette occasion des liens de sympathie, d'interconnaissance et d'inter-reconnaissance propres à les reconforter et conforter, en un mot: de passer de l'état de foule à celui d'une communauté fusionnelle (avec ses moments festifs et ses accents lyriques) unie par la conscience d'un destin commun et de la nécessité de se solidariser pour y faire face et tenter de l'infléchir.

Pensons par exemple à la construction des cabanes sur les ronds-points, devenues de véritables lieux de vie et de manifestation immédiate de la solidarité populaire (sous forme de production ou de partage sur place de nourriture) en même temps que des creusets de discussion collective (durant laquelle peuvent s'exprimer tous les sentiments et ressentiments précédents) et de démocratie directe (l'aspiration à reprendre prise sur sa vie et le cours du monde), des bases de lutte en somme. Sans doute n'est-ce encore qu'une forme élémentaire de la conscience politique, celle où le « nous » se dresse contre le « eux » (tous ceux qui « nous » dominent, « nous » exploitent, « nous » trompent, « nous » méprisent). Mais qui a fait l'expérience de la chaleur communicative d'une pareille fusion en reste souvent marqué à jamais et y trouve un ressort permanent pour la poursuite de la lutte. Et, pour commencer, il y trouve le motif de se retrouver toutes les semaines, voire tous les jours pendant des semaines, au coude à coude avec « les potes » habillés de gilets jaunes.

Mais leur mouvement n'aura pas seulement permis aux GJ de sortir individuellement de leur isolement et, souvent, de leur solitude pour faire corps. Du même coup, ils sont aussi sortis de leur invisibilité sociale antérieure, invisibilité tant pour les médias que pour les responsables politiques (les maires mis à part, du moins dans les petites communes dont les GJ sont issus) ; et, sous ce rapport, le choix du port d'un gilet jaune destiné à accroître la visibilité des individus qui le portent est tout à fait symbolique. Majoritairement composées de membres du prolétariat dans ses différents états (travailleurs et travailleuses statutaires, sous CDI, précaires, auto-entrepreneurs ou entrepreneuses, sans emploi) mais comprenant aussi des membres de la petite-bourgeoise (artisane et commerçante) à côté de représentants du petit capital (petits patrons)[1], presque exclusivement concentrées dans les espaces périurbains ou dans le rural profond, ces couches populaires n'intéressaient plus les organisations et institutions dites représentatives pas plus

d'ailleurs que les médias dominants depuis des lustres. Qui avait entendu parler de ces petites vallées vosgiennes où les GJ vont surgir en des dizaines de ronds-points le samedi 17 novembre, si ce n'est à l'occasion du énième rebondissement de « *l'affaire Gregory* » ? Ceux qui allaient devenir des GJ avaient été rendus tellement invisibles que personne ne les a vus venir.

Plus largement, par leur mouvement, les GJ ont conquis une puissance sociale, au sens le plus strict du terme : une capacité d'agir collectivement sur le cours de la société en se constituant en sujet protagoniste. Quasiment du jour au lendemain, ils ont été en mesure d'interpeller les pouvoirs publics, puis de leur poser un problème récurrent au fil des journées de mobilisation en démontrant leur capacité de nuisance tout comme la radicalité de leur détermination, pour finalement camper au centre de la scène sociale et politique française, tout en faisant entendre l'écho de leur mouvement bien au-delà des frontières nationales. Et cette puissance sociale ainsi conquise aura fait prendre conscience aux GJ, jusqu'alors le plus souvent confinés dans l'impuissance de l'isolement ou du sauve-qui-peut individuel, du pouvoir politique de leur mouvement collectif. Là encore, c'est une expérience qu'ils ne sont pas près d'oublier et à l'acquis de laquelle ils ne sont pas prêts à renoncer.

D'autant plus, enfin, qu'ils ont déjà éprouvé qu'ils sont en mesure d'infliger une franche défaite au gouvernement actuel. Lui qui était parvenu à faire passer quasiment comme une lettre à La Poste son abolition de l'ISF, la pérennisation du CICE, sa loi du travail XXL, la diminution des allocations logement et l'augmentation du taux de CSG des retraités, sa réforme du statut des cheminots, le dispositif Parcoursup d'orientation des lycéens et lycéennes à l'entrée dans l'enseignement supérieur, etc., le voici qui, pour la première fois, a été obligé de rapporter une mesure (l'augmentation de la taxation des hydrocarbures) et de faire des concessions pour tenter de calmer un mouvement social. Que ces concessions aient été mineures, pour ne pas dire ridicules (je vais y revenir tout de suite), ne peuvent faire oublier le camouflet qui lui a été infligé sous la forme de cette reculade imposée, qui laisse entrevoir la possibilité d'autres plus importantes. D'autant plus que le ridicule même de ses concessions aura été et reste un motif supplémentaire de poursuite du mouvement.

Gros bâton, petite carotte et carabistouille démocratique

S'il y a donc de sérieuses raisons à la prolongation du mouvement, il n'y en a pas moins à son essoufflement. Avant d'évoquer les limites internes contre lesquelles il est venu buter, passons en revue les obstacles externes qui sont venus le contenir. Au premier rang desquels les réactions de son adversaire immédiat et désigné, le pouvoir d'État et son actuel gouvernement.

Largement pris de court durant les deux premières semaines du mouvement, ce dernier a mis en œuvre les grands moyens dès lors que les GJ ont eux-mêmes haussé le ton en venant le défier jusque sur les Champs Élysées. On y a alors assisté à un déploiement inédit de forces policières, tant par leur nombre que par l'usage des moyens auxquels elles ont eu recours. A cette occasion, deux tendances déjà notables lors de la répression des mouvements sociaux au cours des deux dernières décennies se seront radicalisées. D'une part, la militarisation des opérations de « *maintien de l'ordre* » confiées aux CRS et aux gendarmes mobiles avec le déploiement de police montée ; l'usage massif des lanceurs de

balle de défense (LBD), des grenades de désencerclement et des grenades GLI-F4 (contenant vingt-cinq grammes de TNT), souvent dans des conditions manifestement contraires aux règles fixées à leur emploi[2] ; le recours à des véhicules blindés légers ; le positionnement de snipers sur certains bâtiments officiels ; l'équipement de CRS de fusils d'assaut, etc. Avec pour principal résultat le décès à Marseille d'une octogénaire atteinte chez elle par une grenade, plusieurs dizaines de mutilés (perte d'un œil, d'une main, etc.) et plusieurs centaines de blessés légers, y compris parmi les simples « spectateurs » des manifestations. Le tout couvert par un ministre de l'Intérieur déniait les bavures massives de ses troupes, pourtant documentées par de multiples prises de vue effectuées par des journalistes ou des manifestants[3].



Le «flash-ball»; «lanceur de balles de défense» (sic). Calibre 40mm (LBD 40). La vraie question: quelle partie du corps est visée. De plus, quel type de «balles» sont utilisées. Un fabricant suisse dit que celles achetées par les CRS, les gendarmes, etc. le sont aux Etats-Unis car moins chères mais plus dangereuses que celles que l'Helvète vend. L'UE doit-elle intervenir sur la concurrence libre et non faussée? Ou une «clause sanitaire» (OMC) ne devrait-elle pas être invoquée par Bercy et Macron, ou les gilets jaunes?

A cela s'est ajoutée, d'autre part, la criminalisation du mouvement. Déjà implicite par le seul fait de répondre à un mouvement social par le déploiement de moyens policiers (ce qui revient à en dénier la légitimité politique), elle est devenue explicite avec le recours aux brigades anticriminalité (BAC) et aux brigades de recherche et d'intervention (BRI), comme si les manifestants étaient des délinquants de droit communs, et avec la multiplication des interpellations et des gardes à vue, dont de nombreuses de manière préventive, alors même que les personnes interpellées ne s'étaient rendues coupables d'aucun acte délictueux, sinon celui de vouloir se rendre sur le lieu d'une manifestation[4]. Sans compter évidemment les personnes arrêtées, inculpées pour leur participation aux affrontements avec les « forces de l'ordre » et condamnées à des peines de prison, quelquefois ferme. Et la nouvelle « loi anticasseurs » en préparation au Parlement va manifestement dans le même sens, en assimilant a priori les manifestants à des hooligans.

Difficile d'évaluer la manière dont la mise en œuvre de cette répression a pu faire évoluer le rapport de force. Si la manifestation parisienne du 8 décembre a été encore plus massive que celle de la semaine précédente, le moindre succès (relatif) de celle du 15 est sans doute en partie dû au caractère massif de la répression mise en œuvre huit jours plus tôt,

qui a dû dissuader certains GJ de réinvestir les Champs Élysées. Mais l'approche des fêtes de fin d'année a sans doute eu le même effet. Quoi qu'il en soit, la massivité même de la répression aura produit un autre effet, sans doute plus durable. Si, comme nous le pensons, la majeure partie des GJ montés à Paris ces jours-là étaient des primo-manifestants, ceux-ci auront ainsi pu découvrir un visage de la police dont ils n'avaient sans doute jamais fait l'expérience et dont ils ne soupçonnaient même pas l'existence : une leçon de choses qu'ils ne sont pas près d'oublier... Tout comme les quelque cent cinquante lycéens et lycéennes de Mantes-la-Jolie contraint-e-s le 6 décembre de s'agenouiller bras croisés derrière leur nuque durant plusieurs heures : eux non plus ne sont pas d'oublier cette humiliation imposée par une police censément républicaine.



Si la même séquence s'est en gros déroulée dans les grandes villes de province, il n'en a pas été de même dans l'espace périurbain et rural qui a été le creuset du mouvement. Là, la répression ne s'est déployée qu'après l'intervention télévisuelle de Macron du 10 décembre. Alors que les rapports entre GJ et gendarmes ou policiers étaient restés cordiaux voire débonnaires aux abords de bon nombre de ronds-points et de parkings de supermarché occupés, ils se sont alors brusquement durcis, signe de ce que le pouvoir avait sifflé « la fin de la récré » et entendaient reprendre le terrain perdu. Les GJ ont alors été « priés » de déguerpir, de démonter leurs cabanes et de rentrer chez eux, ce qui s'est fait le plus souvent sans trop de violence mais de mauvais gré (les pandores devant s'y reprendre quelquefois à plusieurs reprises, après retour sur les lieux des GJ). Avant que, les fêtes passées, certains de ces derniers ne se réinstallent à proximité de leurs anciennes occupations, sur des terrains privés... ou cédés par des municipalités complices.

Mais que, dans l'immédiat, le pouvoir n'ait eu à proposer aux GJ en réponse à leurs manifestations et revendications qu'une matraque de plus en plus lourde a été en soi l'indice de son isolement et de son affaiblissement – de même que de la peur que les GJ leur ont inspirée. C'était le signe qu'il avait perdu, auprès de toute la partie des classes populaires costumée de jaune ou de celle soutenant la précédente, ce consentement, fût-il passif et résigné, qui lui avait permis de les gouverner jusqu'alors. Il lui est donc rapidement apparu qu'il lui fallait refaire le terrain perdu sur ce plan également.

Tel a été le sens profond de l'intervention de Macron le 10 décembre. Les mesurées alors consenties (l'annulation de l'augmentation de la taxe sur les carburants, l'augmentation de la prime pour l'emploi, l'annulation de la hausse de la contribution sociale généralisée (CSG) pour les retraités touchant entre 1200 et 2000 € par mois) n'ont sans doute pas servi à calmer l'ardeur de la majeure partie des GJ et de leurs sympathisants. D'autant plus que les discours d'accompagnement de la parole jupitérienne, tenus par les ministres et porte-parole de la majorité parlementaire, faisaient simultanément valoir qu'il n'était pas question de réviser les orientations majeures de leur politique asservie aux intérêts du grand capital transnationalisé et que le cap des « réformes » néolibérales en cours ou projetées était maintenu. Au contraire, au regard des revendications émergées du mouvement au cours des trois semaines antérieures, concernant notamment une augmentation massive du SMIC et des allocations sociales et le rétablissement de l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF), ces annonces ont fait figure de provocation et n'ont pu que stimuler l'ardeur des plus résolus[5].

Plus subtile aura été la promesse de l'organisation d'un « *grand débat national* » sur un certain nombre de questions censées avoir été soulevées par le mouvement des GJ. Ouvert par l'adresse aux citoyens et citoyennes d'une lettre de cadrage, ce débat a de fait été lancé à la mi-janvier pour une durée de deux mois et doit porter sur « *la fiscalité et les dépenses publiques, l'organisation de l'État et des services publics, la transition écologique, la démocratie et la citoyenneté* »[6]. Le chef de l'État en escompte manifestement plusieurs bénéfices. En proposant de substituer au cycle des affrontements hebdomadaires l'espace d'un dialogue pacificateur, de passer de l'échange de coups à l'échange d'arguments, il entend réinstaurer le cadre mis à mal de la démocratie représentative et de se réinstaller lui-même au centre de celle-ci, bref : reprendre la main. De plus, alors que le mouvement des GJ a été rendu possible par l'affaiblissement des médiations entre la base citoyenne et les sommets de l'appareil d'État (Parlement, élus locaux, partis politiques et syndicats : les fameux « *corps intermédiaires* »), un affaiblissement auquel la conception et la pratique jupitériennes du pouvoir de l'actuel occupant de l'Élysée aura contribué, il s'agit là de revivifier au moins certaines de ces médiations : c'est ce à quoi s'est déjà attelé Macron en rencontrant longuement plusieurs centaines de maires et ce à quoi devra servir l'organisation, sous l'égide de ceux-ci, des centaines de débats locaux prévus dans les semaines à venir. Enfin, si la manœuvre réussit, si une partie au moins des GJ acceptent de quitter le rond-point pour la table ronde, alors il n'est pas exclu que ce « *grand débat* » permette non seulement de clore la parenthèse ouverte mi-novembre mais encore d'entériner des mesures déjà décidées dans les sphères gouvernementales parce que s'inscrivant dans leurs orientations néolibérales maintenues.

Car, organisateur de ce « *grand débat* », le pouvoir en a la maîtrise complète. C'est lui qui en a fixé le cadre thématique en en excluant a priori certains thèmes pourtant essentiels : pas question par exemple d'interroger et encore moins de contester les orientations néolibérales générales de la politique actuelle (« *Je n'ai pas oublié que j'ai été élu sur un projet, sur de grandes orientations auxquelles je demeure fidèle.* »). Du même coup, c'est lui qui oriente a priori les réponses à travers la manière dont il formule les questions. Par exemple, pourquoi demander « *Quels impôts faut-il à vos yeux baisser en priorité ?* » et non pas : *Quels impôts faut-il à vos yeux augmenter en priorité ? De même, pourquoi demander, s'agissant de la dépense publique, « Quelles sont les économies qui vous semblent*

prioritaires à faire ? » et non pas : Quelles dépenses publiques supplémentaires sont-elles nécessaires et prioritaires pour financer les équipements collectifs et services publics qui vous paraissent indispensables ? Et c'est surtout lui qui en réalisera la synthèse, en lui permettant de dégager et de retenir des dizaines de milliers de propositions qui auront été avancées, tirant nécessairement à hue et à dia, celles-là seules qui l'intéresseront : celles qui iront dans le sens des intérêts qu'il représente et défend. Bref, après avoir formulé les questions, ne doutons pas qu'il saura dégager les réponses qui s'imposent...

Mais, là encore, il pourrait s'agir d'une arme à double tranchant. Si la tenue de ce « *grand débat* » peut être l'occasion de diviser le mouvement et d'en assagir une partie, l'implication de GJ en lui peut aussi constituer une bombe à retardement. Plus cette implication aura été importante et prise au sérieux par ses participants, moins ces derniers seront disposés à porter crédit à de soi-disant résultats ne correspondant pas à ce qu'ils y auront dit et entendu dire. Si tel devait être le cas, la manœuvre se retournerait contre ses organisateurs. Elle serait une preuve supplémentaire de leur duplicité, en confortant les citoyens dans leur défiance voire leur rejet de la démocratie représentative et en les convaincant que, décidément, il n'est pas d'autre moyen de se faire entendre que dans la rue.

La gauche syndicale et politique à côté de la plaque

Si le mouvement des GJ n'a pas su retrouver courant janvier son degré de mobilisation et de radicalité du début décembre, ce n'est pas seulement du fait de l'efficacité (relative) des diverses réactions du pouvoir. C'est aussi parce qu'il n'a pas bénéficié d'appuis et de relais suffisants au-delà de ses propres frontières. L'esquisse d'une mobilisation lycéenne et étudiante courant décembre a rapidement fait long feu. Guère plus d'écho dans le monde agricole, pourtant confronté dans ses composantes populaires, aux mêmes problèmes que le gros des GJ : si la Confédération paysanne et le Modef (mais pas la FNSEA largement majoritaire) ont rapidement déclaré leur solidarité avec le mouvement, il ne semble pas que cela se soit traduit par une présence notable de leurs membres dans les mobilisations de terrain.

Mais ce sont surtout les organisations syndicales et politiques de gauche qui, dans cette affaire, n'auront pas été à la hauteur de la situation. Inutile de rappeler que, quelques militants mis à part, elles ont brillé dans leur ensemble par leur absence durant les deux premières semaines de la mobilisation. Que, par la suite, quelques-unes (LO, AL, NPA, LFI) s'y soient impliquées ou que d'autres (certaines fédérations de la CGT, SUD-Solidaires) se soient ressaisies n'empêche pas de constater que les principales d'entre elles (à commencer par la CGT) continuent à bouder le mouvement.

Sans doute les GJ en sont-ils pour partie eux-mêmes responsables. De leur expérience antérieure, ils avaient tiré la conclusion qu'il n'y a rien à attendre de ces organisations qui les avaient abandonnés ou ignorés depuis des lustres (et qui s'apprêtaient à récidiver pour l'occasion) ; et, en bon nombre de lieux, ils se sont montrés hostiles a priori à leur présence, craignant des opérations de récupération. Par ailleurs, leurs modes de mobilisation (recourant prioritairement aux « *réseaux sociaux* » numériques, Facebook notamment), leurs formes d'action (en dehors des entreprises) et leurs revendications (visant essentiellement l'État et le gouvernement mais semblant exonérer le patronat) ont

également contribué à éloigner les organisations syndicales et politiques de gauche. Sans compter la présence parmi les GJ de quelques individus, groupes ou thématiques d'extrême droite.

Tout cela a fourni matière à justifier aux yeux des dirigeants et de nombre de militants de la gauche politique et syndicale de se tenir à l'écart. Or ces « maladies infantiles » du mouvement des GJ n'avaient rien de rédhibitoire et n'excusent pas l'ostracisme dont ils ont été victimes et les procès d'intention qui leur ont été faits. La présence parmi eux d'éléments d'extrême droite ? La belle affaire : comment aurait-il pu en aller autrement dans un tel mouvement, notamment à ses débuts, où la seule carte d'identité qu'étaient tenu·e·s de présenter ses participant·e·s était... un gilet jaune ? Dès lors, pourquoi l'extrême droite n'en aurait-elle pas profité pour tenter d'infiltrer le mouvement, en se montrant en l'occurrence plus avisée... que l'extrême gauche ? Mais nulle part n'a été signalé que ces éléments d'extrême droite aient été à l'origine de la mobilisation ni qu'ils l'aient encadrée ou dirigée, aujourd'hui encore moins qu'hier. En différents endroits, au contraire, de tels éléments, identifiables ou identifiés comme tels, ont été exclus des manifestations des GJ, y compris *manu militari*.

La mobilisation des GJ en dehors des canaux militants traditionnels ? Mais à qui la faute, sinon précisément à ces canaux eux-mêmes qui ont déserté de vastes pans de l'espace social, en transformant en orphelines politiques une bonne partie des couches populaires qui n'ont dès lors pu que compter sur leurs propres moyens pour se mobiliser et s'organiser ? Ne faudrait-il pas plutôt se réjouir de la capacité d'auto-activité et de la maîtrise des moyens les plus récents disponibles à cette fin qu'elles ont su manifester ? Quant à leur ignorance ou méconnaissance de la centralité de la lutte contre le capital dans son incarnation patronale, j'ai montré dans ces colonnes mêmes que la lutte des GJ s'inscrivait au contraire dans une perspective qui met en évidence combien, dans l'actuelle phase de la lutte des classes, l'État tout autant que le patronat est plus que jamais une figure du capital[7].

En fait, les raisons de l'attitude des organisations syndicales et politiques de gauche sont à chercher dans ce qu'elles sont devenues ou en passe de devenir. Elle illustre tout d'abord, comme je viens de le noter, combien elles sont devenues étrangères à des pans entiers des classes populaires (notamment celles qui vivent dans les espaces périurbains et ruraux, tout comme d'ailleurs celles assignées à résidence dans les banlieues urbaines) et combien elles méconnaissent des aspects majeurs de leurs conditions de vie (qui se réduisent de moins en moins à leurs conditions d'emploi et de travail, même si celles-ci restent centrales). Cette attitude révèle aussi combien ces organisations ont tendu à se scléroser en se repliant sur des formes ritualisées d'action, dont la manifestation de rue, déclarée en préfecture et parfaitement balisée par la police, est la forme éminente ; les GJ leur auront rappelé (ou même appris) combien des activités de blocage de la circulation automobile, notamment aux abords de certains points stratégiques pour la circulation du capital dans sa dimension matérielle (les principaux axes routiers et autoroutiers, les entrées et sorties de ville, les centres commerciaux, les plates-formes d'approvisionnement, les dépôts de carburant, etc.) pouvaient être bien plus efficaces comme moyens de pression. Évidemment, cette attitude a aussi à voir avec la structure bureaucratique de ces organisations, qui n'a cessé de se renforcer au fur et à mesure que

leur audience et leur base militante sont allées en s'amenuisant : quand on s'est habitué à décréter des journées de mobilisation depuis son bureau, on n'est pas (plus) prêt à quitter ce dernier pour se rendre sur les mobilisations décidées à la base sans contrôle aucun de l'appareil intermédiaire.

Surtout, cette attitude révèle que les directions tout comme sans doute une bonne partie de l'encadrement de ces organisations n'aspirent qu'à retrouver ce qui a été, des décennies durant, leur fonction dans le dispositif général de domination du capital, celui de structures médiatrices entre ce dernier et la base populaire, négociant les conditions de cette domination de manière à ce qu'elle soit acceptable par la base. Fonction dont les politiques néolibérales ont eu tendance à les destituer, en fragilisant d'ailleurs du même coup les directions capitalistes dès lors que la base se soulève et adopte une disposition agonistique. C'est très exactement ce qui vient de se produire avec les GJ. Et la déclaration commune adoptée le 6 décembre par les principales organisations syndicales (CFDT, CGT, FO, CFE-CGC, CFTC, UNSA, FSU), à l'exception notoire de SUD-Solidaires et en dépit de la protestation de plusieurs fédérations et unions départementales de la CGT, se disant disposées au « *dialogue* » et à l'« *écoute* » avec un pouvoir fourbissant alors ses armes au sens le plus propre, n'a pas eu d'autre sens que de rappeler ce dernier à un mode de gouvernement dans lequel elles retrouveraient leur fonction antérieure et pourraient, du même coup, l'aider à se ressaisir après le faux pas qu'il venait de commettre. Quant au fait qu'on ne les ait pas entendus adopter une déclaration commune pour condamner les violences policières à l'égard des GJ, on en tirera la conclusion qu'elles jouent aussi volontiers dans le registre du « Qui ne dit mot consent ».

Heureusement, il s'est inversement trouvé des militants, des collectifs ou des structures locales ou régionales pour rapidement comprendre que ce rendez-vous manqué entre leurs organisations syndicales et politiques et le mouvement des GJ était injustifiable et serait à terme préjudiciable pour les uns comme pour les autres. Et, au cours des toutes dernières semaines, leur présence dans les rangs des GJ, avec le port ou non du gilet symbole, aura été de plus en plus notable, à Paris comme en province, à la ville comme à la campagne.

Car ce serait une grave erreur et faute politique si leurs organisations persistaient dans leur ostracisme. Elles se couperaient ainsi pour longtemps encore d'une partie des couches populaires qu'elles ont pourtant vocation à animer et organiser dans toute leur diversité, pour leur permettre de faire bloc, en manquant aussi du même coup une belle occasion de se renouveler en sortant du pré carré sociologique, politique et idéologique dans lequel elles se sont enfermées, de gré ou non, au cours des dernières décennies. Elles ne permettraient pas au potentiel de radicalisation politique que recèlent encore les GJ de s'actualiser. Et, surtout, elles prendraient le risque non seulement que le mouvement s'affaiblisse et prenne fin mais qu'une partie au moins, par ressentiment, se tourne pour de bon vers les sirènes de l'extrême droite, en réalisant ainsi les conditions d'une prophétie autoréalisatrice.

Des propositions pour renforcer le mouvement

Les lignes précédentes ont laissé clairement entendre que l'essoufflement du mouvement des GJ procède aussi de limites internes, inscrites en lui dès le départ, tant dans son horizon revendicatif et dans ses formes d'organisation et de luttes que dans son

implantation géographique. Une partie des GJ s'en sont d'ailleurs aperçus, en permettant au mouvement dans son ensemble d'évoluer sur ces différents plans depuis ses premières apparitions. Mais il est encore loin d'être allé au bout de ses propres potentialités. C'est bien ce qui rend la participation des militants et des organisations anticapitalistes à ce mouvement nécessaire, sans supposer pourtant qu'elle soit suffisante : qu'ils détiendraient a priori la réponse à toutes les questions qui peuvent se poser dès lors qu'on se propose de prolonger le mouvement des GJ, d'en élargir l'horizon et d'en renforcer la puissance sociale. Ces réponses ne pourront être élaborées que dans et par la discussion et la réflexion collectives, qui se mènent à l'intérieur du mouvement, sur les actions antérieurement accomplies et celles qui peuvent être envisagées à l'avenir. Les propositions qui suivent n'ont pas d'autre ambition que d'y contribuer.

Sur le plan des orientations politico-idéologiques. En fait, les GJ ont tout simplement rappelé et illustré cette vérité élémentaire : la société capitaliste est structurellement en proie à une question qui est en même temps insoluble en et par elle, en la condamnant ainsi à un tourment perpétuel, ce qu'on nomme depuis la première moitié du XIX^e siècle la question sociale. Et chaque fois que celle-ci rebondit à la faveur d'une nouvelle vague de luttes populaires, elle se pose à nouveaux frais dans sa triple dimension constitutive. Car qu'ont finalement exigé les GJ ? Du respect, du pouvoir et de la richesse. C'est également selon ces trois axes qu'il faut leur proposer de continuer à lutter, tout en précisant à chaque fois les objectifs à atteindre.

- Du respect. La manière dont Macron a multiplié au cours des dix-huit mois de son « règne » les marques de mépris à l'égard des classes populaires n'a pas peu contribué au retour de manivelle qu'il vient d'encaisser[8]. En témoigne le déferlement de propos haineux à son égard, allant jusqu'à l'appel au meurtre. Cela manifeste un désir de reconnaissance et une volonté de dignité de la part des membres des classes populaires qu'il faut conforter ; car ce sont de puissants ressorts de la révolte et de l'action collective. Ils s'incarnent aujourd'hui dans un réinvestissement de la figure de la citoyenneté plus encore que de celle du travailleur. A nous, militants anticapitalistes, de faire comprendre que, dans une société basée sur le travail salarié, qui transforme la force de travail humaine, le sujet humain dans la diversité de ses capacités physiques, morales, intellectuelles, esthétiques, etc., en pur moyen de valorisation du capital et d'appropriation privative de la richesse sociale, la dignité humaine est condamnée par principe. C'est en ce sens que le capitalisme est profondément immoral, quelle que puisse être la moralité des capitalistes et de leurs laquais politiques (et elle est généralement piètre, à quelques rares exceptions près). Par conséquent, si l'on veut défendre sa dignité, il faut être anticapitaliste.



Macron avec les maires de cinq départements de Normandie, bien sélectionnés (voir article de Pauline Moullet dans «Libération» du 23 janvier 2019)

• Du pouvoir. Avant même d'envisager la question de la prise ou non du pouvoir d'État, la revendication populaire se porte sur l'exigence de maintenir, élargir, conforter la prise sur ses conditions d'existence, le pouvoir sur sa propre vie. Exigence qui est au cœur du refus général au sein du mouvement des GJ de toute représentation ou délégation et de l'exercice général d'une démocratie assembléiste[9]. « *Tout le pouvoir aux GJ !* » : voilà implicitement leur message. C'est pourquoi cette exigence ne saurait se contenter d'un simple renouvellement de la démocratie représentative, qui institue par définition une modalité de dépossession de ce pouvoir au profit d'élus dont la position incontrôlable se mesure au caractère indéfini du mandat dont ils sont pourvus. Sous ce rapport, l'institution d'un référendum d'initiative citoyenne (RIC), souvent revendiquée au cours de ces dernières semaines au sein du mouvement des GJ, ne suffirait pas à corriger un pareil défaut, comme le prouve l'exemple des quelques États (à commencer par la Confédération helvétique) où se pratiquent des modalités de RIC, et elle constitue une illusion qu'il convient de dissiper par la discussion[10]. J'ai souligné plus haut le piège que représente le « *grand débat* » qui vient d'être lancé par le gouvernement, destiné à assagir et enliser le mouvement, tout en soulignant que c'est un piège qui pourrait se refermer sur ses concepteurs et organisateurs : c'est pourquoi la participation de collectifs locaux de GJ à ce débat n'est pas à exclure, à la condition de l'assortir de certaines conditions (élaboration préalable en assemblée générale des cahiers de revendications, large publicité donnée à ces cahiers auprès des populations locales, institution d'un mandat impératif et révocable pour les porte-parole éventuels, dénonciation de toutes les tentatives d'escamotage ou d'altération du contenu des cahiers revendicatifs). Mais le pouvoir populaire s'exprimera plus sûrement encore dans la poursuite et l'extension des actions propres à faire pression sur le gouvernement et le patronat, en bloquant la production et la circulation des marchandises (grèves, occupations des points stratégiques mentionnés plus haut). Ce qui présuppose évidemment qu'une liaison et une coordination aient été établies entre les actions des GJ hors des lieux de production et celles des travailleurs sur ces mêmes lieux. C'est bien ce à quoi doivent travailler en priorité les militants syndicaux et politiques dans leur intervention au sein du mouvement des GJ, par exemple en relayant l'appel à la grève générale du 4 au 6 février prochain lancé par les GJ du Diois[11].

• De la richesse sociale. La convergence entre GJ et militants syndicaux et politiques anticapitalistes peut et doit s'opérer notamment dans une lutte commune pour une répartition moins inégalitaire de la richesse sociale produite, première étape sur la voie d'une réappropriation des conditions sociales de production de cette richesse. Autrement dit, imposons et organisons un « *ruissellement* » véritable et massif de la richesse du haut vers le bas de l'échelle des revenus et des fortunes ! Cela passe évidemment par l'augmentation du pouvoir d'achat des classes populaires, donc par celle des revenus (revenus salariaux ou revenus sociaux) dont elles vivent au jour le jour. Mais cela suppose aussi une augmentation de la dépense publique finançant les équipements collectifs et les services publics à travers lesquels seuls peuvent se satisfaire les besoins sociaux de ces mêmes classes (logement, santé, éducation et formation professionnelle, culture et loisirs). Ce qui implique à son tour une vaste réforme de la fiscalité au sens large (impôts et cotisations sociales) pour financer ce surcroît de dépense publique : diminution des impôts indirects et augmentation des impôts directs ; parmi ces derniers, diminution de l'imposition du travail (CSG, impôt sur le revenu, TVA) et augmentation de l'imposition du capital, des hauts revenus et des grandes fortunes (rétablissement et alourdissement de l'ISF) ; suppression du CICE et du CIR et des nombreuses niches fiscales et sociales ; lutte déterminée contre l'évasion et la fraude fiscales et confiscation des richesses des exilés fiscaux ; etc.[12] Pour rendre populaire et crédible ces revendications portant sur une matière souvent technique et rébarbative, organisons une campagne d'information et de mobilisation sur le thème « *Que pourrait-on faire avec les 56 milliards d'euros de dividendes distribués à leurs actionnaires par les seules entreprises du CAC l'an dernier ?* » qui pourrait prendre la forme de manifestations faisant le tour d'un « pays », d'une petite ville ou d'une métropole en s'arrêtant devant les différents équipements collectifs ou services publics pour énoncer toutes les créations d'emploi, de services, de commodités, etc., dont leurs usagers pourraient bénéficier avec cet argent ainsi redistribué. Et ce n'est là qu'un exemple parmi d'autres possibles.

Sur le plan de l'organisation. La volonté des collectifs des GJ de rester maîtres de leurs décisions et actions au niveau local a incontestablement servi à enraciner le mouvement et à contribuer à son succès et sa pérennité. Cela leur aura permis notamment de dénoncer d'emblée toutes les tentatives de récupérations politiciennes dont ils ont pu faire l'objet au début du mouvement (notamment de la part de la droite extrême et de l'extrême droite) ainsi que toutes les manœuvres pour faire émerger ou imposer des directions ou des médiations autoproclamées, à des fins électoralistes ou non (qui vont se multiplier à l'approche des élections européennes). Sans en rien renoncer à cette volonté de contrôle par sa base, le mouvement des GJ ne parviendra cependant à surmonter ses limites actuelles que s'il parvient à se départir de sa défiance envers toute forme d'organisation à des niveaux supérieurs, régional et national. La conciliation de ces exigences contraires n'a rien d'impossible dès lors que cette organisation prend une forme fédérative en respectant l'autonomie des collectifs locaux et en en pratiquant le mandat impératif et révocable déjà évoqué. La conscience de la nécessité de passer ainsi à un niveau supérieur d'organisation se manifeste d'ores et déjà au sein du mouvement. Certains collectifs de GJ commencent à se fédérer au niveau département ou régional, que ce soit pour poursuivre les actions collectives du week-end ou pour préparer leur participation au « *grand débat* »[13]. Va évidemment dans le même sens l'appel lancé le 29 décembre par les GJ du 29 décembre

de Commercy à la multiplication des assemblées locales et à la tenue d'une « *assemblée des assemblées* », d'une « *commune des communes* » les 26 et 27 janvier 2019[14], un appel auquel a déjà répondu à ce jour une cinquantaine de collectifs locaux qui participeront à cette rencontre.

Sur le plan des formes de lutte . Sur ce plan, deux questions se posent notamment. Dans son ensemble, le mouvement doit-il privilégier des manifestations centralisées (sur Paris ou les grandes métropoles), comme il a eu tendance pour partie à le faire au mois de décembre, ou au contraire les manifestations décentralisées (sur les villes d'importance moyenne voire les bourgs ruraux) ? En dépit de la portée symbolique des premières (investir les « *ghettos du gotha* » et les lieux du pouvoir d'État dans la capitale même), je plaiderai plutôt en faveur des secondes. D'une part, elles respectent davantage le principe de l'autonomie d'action et de décision des collectifs locaux, sans aucunement nuire à la nécessité et à la possibilité d'actions coordonnées au niveau national (se coordonner n'implique pas de se centraliser). D'autre part, elles désorganisent, fragilisent et épuisent davantage le pouvoir d'État en l'obligeant à disperser ses forces répressives et à les déplacer sans cesse d'un lieu à l'autre.

Par ailleurs, comment faire face à la police et, plus largement, à l'appareil de répression déployé par le pouvoir d'État ? Se laisser aller à l'affrontement comme cela a été largement le cas ces dernières semaines n'est peut-être pas ce qu'il y a de plus judicieux. On m'objectera que cet affrontement a été le plus souvent imposé aux manifestants par une police qui en a délibérément pris l'initiative, en agressant sans raison des manifestants pacifiques. C'est vrai mais, précisément pour cette raison, il convient d'y réfléchir à deux fois. Car cela signifie que c'est le choix de l'adversaire, qu'il serait bien venu de ne pas suivre, parce qu'il lui offre presque à coup sûr une triple victoire. D'une part, sur le terrain même où le rapport de force immédiat est rarement en faveur des manifestants, qui se font gazer, matraquer, blesser et risquent même de se faire tuer. D'autre part, parce que, de la sorte, le pouvoir parvient à effrayer certains participants et à les dissuader de revenir aux manifestations suivantes, même si le contraire est possible (le spectacle de la violence policière peut aussi enrager les plus pacifiques a priori). Enfin parce que l'affrontement sur le terrain s'accompagne et se prolonge toujours par le spectacle qui en est donné dans les médias qui y trouvent évidemment une matière de choix et se font ainsi les fourriers du pouvoir. Il est alors facile pour ce dernier de faire endosser par l'ensemble des manifestants la responsabilité des scènes de destruction de mobilier urbain, de dégradation des devantures des commerces, voire de pillage, en se confortant de la désapprobation que ce spectacle suscite dans une partie de l'opinion publique – ce qui affaiblit une nouvelle fois le mouvement. En quoi évidemment le pouvoir est aidé par l'action des fameux « *casseurs* » mêlant pillards occasionnels, émeutiers professionnels, qu'ils soient d'extrême droite ou d'ultragauche, et agents provocateurs stipendiés par la police. Et le tout, en définitive, pour des enjeux minimes voire dérisoires sur un plan politique (faire reculer la police, s'approcher le plus près possible de tel bâtiment officiel, tenir une posture insurrectionnelle, etc.)

Sans exclure de recourir à la violence pour se défendre face à une agression policière, une autre voie consisterait à chercher méthodiquement à discréditer et neutraliser cette dernière. En leurrant la police : lui faire croire à un rassemblement ou manifestation en un

lieu pour se rassembler ou manifester ailleurs ; procéder à des flashmob en apparaissant tous en jaune en un lieu déterminé pour une courte durée. En organisant rassemblements et manifestations dans des lieux qui se prêtent mal à la répression policière (par exemple les marchés). En exhibant systématiquement dans les rassemblements et les manifestations des reproductions agrandies des blessures infligées par les policiers aux manifestants. En impliquant autant que possible les voisinages des rassemblements et manifestations dans l'observation, le contrôle et si possible leur organisation : les en informer en amont, leur offrir des garanties sur leur innocuité en ce qui les concerne, leur demander de les filmer (grâce à leur smart phone ou leur caméra) et de se porter témoins le cas échéant, etc. En constituant des « brigades de surveillance » des manifestations réunissant journalistes, huissiers, avocats. En pouvant ainsi menacer la police (les agents sur place, leur commandement, leurs autorités de tutelle) de poursuite judiciaire sur la base de la masse des témoignages pouvant ainsi être réunies. Contre les pratiques du pouvoir visant à criminaliser le mouvement, il s'agit au contraire de faire prévaloir et triompher l'idée, dans l'opinion publique mais aussi au sein des institutions judiciaires (nationales et supranationales), que le mouvement est parfaitement légitime et que c'est sa répression qui est criminelle.

[1] Cf. Collectif, « "Gilets jaunes" : une enquête pionnière sur la "révolte des revenus modestes" », *Le Monde*, 11 décembre 2018.

[2] Des armes dont le retrait a pourtant été demandé tant par le Défenseur des droits que par la Ligue des droits de l'homme.

[3] Cf. David Dufresne, « Violences policières : "On est dans le mensonge d'État" », *Le Monde*, 16 janvier 2019.

[4] En vertu de l'article 78-3 du Code de procédure pénale qui dispose notamment : « *L'identité de toute personne, quel que soit son comportement, peut également être contrôlée, selon les modalités prévues au premier alinéa, pour prévenir une atteinte à l'ordre public, notamment à la sécurité des personnes ou des biens.* »

[5] J'ai entendu cependant sur France Culture, le lendemain de l'intervention de Macron, une femme interviewée dans la rue déclarer : « *Cela me fera quand même 10€ de plus par mois, 120€ dans l'année. Ce n'est pas rien !* ». Voilà qui dit le niveau de vie d'une partie des classes populaires aujourd'hui en France... D'ailleurs, « *si on inclut les dépenses alimentaires dans les dépenses préengagées [logement, assurances, abonnements, cantines], il ne reste alors aux 10% des Français les moins aisés que 180 euros dit "arbitrables" pour payer les vêtements, les sorties ou encore... les pleins de carburant.* » Xavier Molinat, « Le pouvoir d'achat des plus modestes en berne », *Alternatives Économiques*, n°386, janvier 2019, page 11.

[6] Emmanuel Macron, « Lettre aux Français », <https://www.elysee.fr/emmanuel-macron/2019/01/13/lettre-aux-francais> Toutes les références ultérieures aux termes du « *grand débat* » en sont extraites.

[7] Cf. <http://alencontre.org/europe/france/les-gilets-jaunes-un-soulevement-populaire-contre-lacte-ii-de-loffensive-neoliberal.html>

[8] Anthologie non exhaustive. A propos des salariés de Gad, un abattoir situé à Lampaul-Guimiliau (Finistère) : « *Il y a dans cette société une majorité de femmes. Il y en a qui sont, pour beaucoup, illettrées.* » (17 septembre 2014 sur Europe 1). « *Vous n'allez pas me faire peur avec votre tee-shirt, la meilleure façon de se payer un costard, c'est de travailler.* » (dans la rue à Lunel le 27 mai 2016). « *Une gare, c'est un lieu où on croise des gens qui réussissent et des gens qui ne sont rien.* » (lors de l'inauguration à Paris de la Station F le 2 juillet 2017). S'adressant à un chômeur diplômé en horticulture se plaignant de ne pas trouver d'emploi : « *Hôtels, cafés, restaurants... Je traverse la rue et je vous en trouve. Ils veulent simplement des gens qui sont prêts à travailler, avec les contraintes du métier.* » (15 septembre 2017 dans les jardins de l'Élysée). « *On met un pognon de dingue dans les minima sociaux et les gens ne s'en sortent pas* » (18 juin 2018 dans son bureau de l'Élysée).

[9] Exigence fortement affirmée par l'appel des GJ de Commercy du 30 novembre 2018 : <https://www.youtube.com/watch?v=dfLIYpJHir4>

[10] Cf. Alain Garrigou, « La République des RIC », <https://blog.mondediplo.net/la-republique-des-ric>, 17 décembre 2018.

[11] Cf. <https://vimeo.com/312829515>

[12] Pour un programme plus détaillé, cf. <http://alencontre.org/europe/france/les-gilets-jaunes-pourquoi-et-comment-en-etre.html>

[13] Ainsi des GJ du département des Vosges <https://www.vosgesmatin.fr/edition-de-remiremont/2019/01/21/les-gilets-jaunes-creent-leur-association-association-gilets-jaunes-vosges-88>

[14] <https://www.youtube.com/watch?v=GB1-Sg4jt7Y>